

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/206950]

**6 NOVEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm) et portant une disposition transitoire en ce qui concerne les membres du personnel recrutés par examen d'urgence**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, notamment l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 13 mars 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant le règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm);

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 février 2014;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 11 mars 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2014;

Vu la proposition du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 18 février 2014;

Vu le protocole de négociation syndicale n° 645 du Comité de secteur XVI, établi le 31 mars 2014;

Vu l'avis n° 56.456/2 du Conseil d'Etat, donné le 2 juillet en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Modification de l'arrêté du 15 décembre 1994 portant le règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)**

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du 15 décembre 1994 portant le règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm), les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, les mots « le mode général de recrutement » sont remplacés par les mots « le mode unique de recrutement » et les mots « est passé devant un jury composé paritairement, qui » sont abrogés;

2° le 3° est abrogé;

3° au 10°, les mots « ou d'un examen d'urgence » sont abrogés.

**Art. 2.** A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « sauf ce qui est dit au § 2 » sont abrogés;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est abrogé;

3° le paragraphe 2 est abrogé.

**Art. 3.** A l'article 11, 3°, du même arrêté, les mots « ou d'un examen d'urgence » sont abrogés.

**Art. 4.** L'article 14 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Le Comité de gestion fixe le modèle d'appel à candidature ainsi que, par spécialité, la nature de l'expérience professionnelle utile requise pour pouvoir participer à l'examen de capacité et les connaissances et compétences sur lesquelles porte l'examen de capacité. Il fixe également, par spécialité, la procédure de recrutement qui détaille les épreuves.

L'examen de capacité comporte au minimum une épreuve technique visant à évaluer les compétences et les connaissances liées au métier et une épreuve destinée à évaluer le potentiel pédagogique, il peut également comporter des épreuves :

1° portant sur les connaissances théoriques, techniques et générales requises pour exercer la fonction;

2° portant sur les connaissances pratiques dont le contenu varie suivant la fonction à assurer;

3° psychologique.

Les épreuves visées à l'alinéa 2 peuvent être éliminatoires. »

**Art. 5.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit :

« Art. 14/1. § 1<sup>er</sup>. Le jury de l'examen de capacité en vue du recrutement à la fonction d'instructeur est composé, au minimum :

1° d'un président agent ou membre du personnel de niveau A issu du Département des Ressources humaines;

2° d'un responsable de ligne ou de domaine de la spécialité concernée;

3° pour un tiers, de membres choisis en dehors de l'Office possédant une expertise avérée dans le domaine concerné.

L'administrateur général désigne les membres du jury.

Chaque organisation représentative des employeurs et des travailleurs siégeant au Comité de gestion peut également proposer un expert. Ceux-ci ont voix délibérative.

Le président assure le respect du règlement et veille au bon déroulement de la procédure.

§ 2. Le jury établit, sur base du résultat aux différentes épreuves, une proposition de classement des candidats jugés aptes.

§ 3. Le Comité de gestion arrête la liste des lauréats qui constituent les réserves issues des examens de capacité. »

**Art. 6.** A l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « en vue du recrutement à la fonction de coordonnateur » sont insérés entre le mot « capacité » et les mots « est composé »;

2° les mots « de niveau I » sont remplacés par les mots « de niveau A ».

**Art. 7.** L'article 16 du même arrêté est abrogé.

**Art. 8.** L'article 18, 1°, du même arrêté, est complété par les mots « à l'article 15 en vue du recrutement à une fonction de coordonnateur ».

**Art. 9.** La section 4 du même arrêté est abrogée.

**Art. 10.** L'article 19 du même arrêté est abrogé.

**Art. 11.** L'article 20, 3°, du même arrêté est abrogé.

#### CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Toute personne engagée suite à la réussite d'un examen d'urgence avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté est réputée lauréate d'un examen de capacité tel que prévu à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du 15 décembre 1994 portant le règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm), dans la spécialité exercée.

§ 2. Toute personne lauréate d'un examen d'urgence et engagée au plus tard dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté est réputée lauréate d'un examen de capacité tel que prévu à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du 15 décembre 1994 portant le règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm), dans la spécialité exercée.

§ 3. Toute réserve de recrutement constituée suite à l'organisation d'un examen d'urgence est clôturée dès la constitution d'une réserve de recrutement constituée suite à l'organisation d'un examen de capacité et au plus tard dans les six mois maximum à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 13.** La Ministre de l'Emploi et de la Formation et le Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 novembre 2014.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi, de la Formation,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
C. LACROIX

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/206950]

**6 NOVEMBER 2014.** — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling) (FOREm) en houdende een tijdelijke bepaling voor de personeelsleden die via een spoedexamen geworven worden**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", inzonderheid op artikel 25, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 februari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 11 maart 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 maart 2014;

Gelet op het voorstel van het Beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", gegeven op 18 februari 2014;

Gelet op het protocol nr. 645 betreffende de vakbondsonderhandeling binnen Sectorcomité XVI, opgesteld op 31 maart 2014;

Gelet op het advies nr. 56.456/2 van de Raad van State, gegeven op 2 juli 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I.** — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi"(FOREm)*

**Artikel 1.** In artikel 2, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi"(FOREm) worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt 2° worden de woorden « de algemene wervingswijze » vervangen door de woorden « de eenmalige wervingswijze » en wordt de zin « Dit wervingsexamen vindt plaats voor een paritaire jury waarbij de kandidaat zijn beroepsgeschiktheid voor de voorgestelde betrekking kan doen gelden » vervangen door de zin « Aan de hand van dit wervingsexamen kan de kandidaat zijn beroepsgeschiktheid voor de voorgestelde betrekking doen gelden »;

2° punt 3° wordt opgeheven;

3° onder punt 10° worden de woorden « of van een spoedexamen » geschrapt.

**Art. 2.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "behalve hetgeen in § 2 vastgesteld is" geschrapt.

2° in paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven;

3° paragraaf 2 wordt opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 11, 3°, van hetzelfde besluit worden de woorden « of van een spoedexamen » geschrapt.

**Art. 4.** Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 14. Het Beheerscomité bepaalt het model van de kandidaturenoproep alsook, per specialiteit, de aard van de nuttige beroepservaring vereist om aan het bekwaamheidsexamen te kunnen deelnemen, alsook de kennis en de vaardigheden waarop het bekwaamheidsexamen slaat. Het bepaalt eveneens, per specialiteit, de wervingsprocedure waarin de proeven uitvoerig beschreven worden.

Het bekwaamheidsexamen omvat minstens een technische proef ter beoordeling van de vaardigheden en de kennis i.v.m. het beroep en een proef ter beoordeling van het pedagogisch potentieel en kan ook bestaan :

1° uit proeven die betrekking hebben op de theoretische, technische en algemene kennis die geëist wordt om de functie uit te oefenen;

2° uit proeven die betrekking hebben op de praktische kennis waarvan de inhoud varieert naar gelang van de uit te oefenen functie;

3° uit een psychologische test.

De proeven bedoeld in het tweede lid kunnen selectieproeven zijn. ».

**Art. 5.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 14/1, luidend als volgt :

"Art. 14/1. § 1. De jury van het bekwaamheidsexamen met het oog op de werving voor de functie van instructeur bestaat minimum uit :

1° een voorzitter agent of personeelslid van niveau A uit het Departement Human resources;

2° een lijn- of domeinverantwoordelijke van betrokken specialiteit;

3° voor een derde uit buiten de « Office » gekozen leden met een erkende expertise in betrokken domein.

De algemeen bestuurder wijst de juryleden aan.

Elke representatieve werkgevers- en werknemersorganisatie die zitting heeft in het Beheerscomité kan ook een deskundige voordragen. Ze hebben raadgevende stem.

De voorzitter zorgt ervoor dat het reglement nageleefd wordt en dat de procedure vlot verloopt.

§ 2. Op basis van het resultaat voor de verschillende proeven doet de jury een voorstel tot indeling van de geschikt bevonden kandidaten.

§ 3. Het Beheerscomité bepaalt de lijst van de laureaten die opgenomen worden in de reserves betreffende de bekwaamheidsexamens. ».

**Art. 6.** In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « met het oog op de werving voor de functie van coördinator » worden ingevoegd tussen de woorden « De jury van een bekwaamheidsexamen » en de woorden « is paritair samengesteld »;

2° de woorden « van niveau I » worden vervangen door de woorden « van niveau A ».

**Art. 7.** Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 8.** In artikel 18, 1°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de woorden « in artikel 15 met oog op de werving voor een functie van coördinator ».

**Art. 9.** Afdeling 4 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 10.** Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 11.** Artikel 20, 3°, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 12.** § 1. Elke persoon die voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit in dienst genomen wordt nadat hij in de uitgeoefende specialiteit geslaagd is voor een spoedexamen, wordt geacht laureaat te zijn van een bekwaamheidsexamen zoals bepaald bij artikel 5, § 1, van het besluit van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREM).

§ 2. Elke persoon die in de uitgeoefende specialiteit laureaat is van een spoedexamen en uiterlijk binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit in dienst genomen wordt, wordt geacht laureaat te zijn van een bekwaamheidsexamen zoals bepaald bij artikel 5, § 1, van het besluit van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREM).

§ 3. Elke wervingsreserve die ingesteld wordt na de organisatie van een spoedexamen wordt gesloten zodra een wervingsreserve na de organisatie van een bekwaamheidsexamen ingesteld wordt, uiterlijk binnen een maximumtermijn van zes maanden die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 13.** De Minister van Tewerkstelling en Vorming en de Minister van Ambtenarenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 november 2014.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
C. LACROIX

—————  
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/206955]

**6 NOVEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant un agrément aux centres de validation des compétences de l'enseignement de promotion sociale de Sud-Luxembourg et de l'enseignement de promotion sociale de Huy-Waremme-Saint-George**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, et plus particulièrement les articles 14 à 16;

Vu le décret du 13 novembre 2003 portant assentiment à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu l'avis du Comité directeur du 15 janvier 2014;

Vu l'avis de la Commission consultative et d'agrément du 4 juillet 2014;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les agréments des centres de validation des compétences suivants sont octroyés, sous réserve de l'octroi d'agrément par les trois parties à l'accord de coopération du 24 juillet 2003, pour une durée de deux ans :

1. Centre de validation des compétences de l'enseignement de promotion sociale de Sud-Luxembourg, pour le métier d'aide-ménagère;

2. Centre de validation des compétences de l'enseignement de promotion sociale de Huy-Waremme-Saint George, pour le métier de fossoyeur.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

La durée d'agrément de deux ans ne commence à courir qu'à partir du jour où les trois parties contractantes à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 ont chacune pris une décision d'octroi d'agrément.

**Art. 3.** La Ministre de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 novembre 2014.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme E. TILLIEUX